



Conseil de sécurité

**Distr.
GENERALE**

**S/16957
15 février 1985
FRANCAIS
ORIGINAL : RUSSE**

**NOTE VERBALE DATEE DU 13 FEVRIER 1985, ADRESSEE AU SECRETAIRE
GENERAL PAR LA MISSION PERMANENTE DE L'UNION DES REPUBLIQUES
SOCIALISTES SOVIETIQUES AUPRES DE L'ORGANISATION DES
NATIONS UNIES**

La Mission permanente de l'Union des Républiques socialistes soviétiques auprès de l'Organisation des Nations Unies présente ses compliments au Secrétaire général de l'Organisation et, se référant à sa note SCPC 2-2-3 (84) du 7 novembre 1984 relative aux mesures prises par les Etats pour lutter contre l'apartheid, a l'honneur de lui communiquer les observations suivantes.

L'Union soviétique condamne fermement la politique et la pratique inhumaines d'apartheid menées par le régime raciste sud-africain à l'encontre de la majorité de la population de ce pays et n'entretient avec l'Afrique du Sud aucune relation dans les domaines politique, économique, militaire ou autre.

Résolument fidèle aux principes de sa politique étrangère tendant à l'élimination complète et définitive du colonialisme et du racisme sous toutes leurs formes et manifestations, l'URSS a appuyé la résolution 556 (1984) du Conseil de sécurité ainsi que les autres décisions du Conseil dans lesquelles il est déclaré que la politique d'apartheid du régime de Pretoria est un crime contre l'humanité, qu'elle est incompatible avec les droits de l'homme et contraire à la Charte des Nations Unies et à la Déclaration universelle des droits de l'homme et qu'elle constitue une violation de la paix et de la sécurité internationales.

Conformément à cette résolution du Conseil de sécurité et aux résolutions adoptées par l'Assemblée générale à sa trente-neuvième session, l'Union soviétique condamne et rejette les manoeuvres politiques du régime raciste de la République sud-africaine dont a fait l'objet la "nouvelle constitution" qui a été déclarée nulle et non avenue par l'Assemblée générale.

L'Union soviétique condamne également la ligne de conduite adoptée par les Etats-Unis et d'autres membres de l'OTAN, qui vise à fournir un soutien militaire et politique accru au régime raciste, la politique "d'engagement constructif" des Etats-Unis avec les autorités de Pretoria et leurs tentatives pour faire sortir le régime de la République sud-africaine de son isolement politique.

Compte tenu du fait que la République sud-africaine poursuit sa politique d'apartheid, d'agression, de déstabilisation et de terrorisme d'Etat contre des Etats indépendants et souverains en Afrique australe, renforce son potentiel militaire et s'efforce d'acquérir l'arme nucléaire, l'Union soviétique appuie la demande des pays africains tendant à ce que le Conseil de sécurité adopte, en vertu du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies, des sanctions globales et obligatoires contre l'Afrique du Sud.

L'Union soviétique continue d'accorder, comme par le passé, un appui inconditionnel aux mouvements de libération nationale d'Afrique australe.

L'URSS estime que l'Organisation des Nations Unies a le devoir de promouvoir par tous les moyens l'application des décisions du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale relatives à la politique et à la pratique d'apartheid en Afrique du Sud et de s'efforcer d'en obtenir l'élimination complète dans les plus brefs délais.

La Mission permanente de l'URSS auprès de l'Organisation des Nations Unies demande que le texte de la présente note soit distribué comme document du Conseil de sécurité.

